

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 10

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Chapitre I : Politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration

Article 10 : [Contrôle des personnes aux frontières]

1) L'Union développe une politique visant à:

- assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures, **sans préjudice des contrôles liés à la lutte contre les trafics illicites ;**
- assurer le contrôle des personnes et la **surveillance efficace des frontières extérieures y compris pour lutter contre les trafics illicites ;**
- mettre en place progressivement un système commun de gestion intégré des frontières extérieures, **y compris pour lutter contre les trafics illicites.**

2) A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois ou lois-cadre portant sur:

- les conditions d'entrée en vue d'un séjour de courte durée de ressortissants d'Etats tiers, y compris l'obligation de visa et l'exemption de cette obligation, les règles, procédures et conditions de délivrance des titres de franchissement des frontières extérieures, ainsi que le format uniforme pour ces titres ;
- les contrôles auxquels **sont** soumises les personnes franchissant les frontières extérieures ;
- les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée ;

- toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système commun de gestion intégrée des frontières extérieures ;
- l'absence des contrôles des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.

3) Lorsque l'ordre public ou la sécurité nationale l'exigent, un Etat membre peut, après consultation des autres Etats membres , décider que durant une période limitée, des contrôles frontaliers nationaux adaptés à la situation seront effectués aux frontières intérieures. Si l'ordre public ou la sécurité nationale exige une action immédiate, l' Etat membre concerné prend les mesures nécessaires et en informe le plus rapidement possible les autres Etats membres.

Explication éventuelle :

La notion de contrôle aux frontières ne doit pas être cantonnée au seul contrôle des personnes et exclure le contrôle des marchandises . Elle doit inclure la lutte contre le trafic illicite des marchandises.

La possibilité pour les Etats membres de rétablir temporairement les contrôles aux frontières, à laquelle les Etats-membres recourent aujourd'hui fréquemment, doit être prévue dans la constitution.